

lité à la profession de cabaretier, ou quand son établissement a été le théâtre de troubles graves dont la responsabilité lui est imputable. Une condamnation à plus de trois mois de prison entraîne la déchéance du débitant, et celle-ci est prononcée directement par le tribunal. Les cabarets doivent porter le soir au-dessus de leur porte une lanterne, se fermer à une heure au moins, et les agents de l'autorité ont le droit de s'y introduire à toute heure du jour ou de la nuit pour exercer leur surveillance.

En Autriche, l'autorisation est obligatoire. L'ivresse passe pour un crime, aussi bien que celle constatée dans les cabarets, et la responsabilité personnelle des débitants entre en jeu, sans qu'il soit besoin de liquors fortes à des gens déjà en état d'ébriété ou à des mineurs. Le délit d'autorisation est temporaire ou pérennel suivant la gravité du délit qui a justifié cette mesure.

En Suisse, la législation relative aux cabarets est diverse suivant les cantons, mais elle s'inspire assez généralement du même esprit. La licence n'est octroyée qu'à bon escient et sur la preuve de conditions de moralité, de possession de droit civils et politiques et sur la possession d'une fortune représentant au moins le tiers de la valeur de la patente annuelle. Le débitant doit, de plus, établir son industrie dans un local qui offre de bonnes conditions d'hygiène et de surveillance. Les cabarets de Basle, le nombre des cabarets était dix-sept suivant les besoins de la population; mais la constitution fédérale de 1876 a fait disparaître, au nom de la liberté du commerce et de l'industrie, cette restriction. Les cabarets dépendant au contraire de la santé publique et les cabarets sont rentrés depuis cette époque dans le droit commun commercial; mais les débits ont-ils pu tout à leur aise et des plaintes ont été formulées contre l'extension rapide du réseau de l'ivrognerie, favorisée d'ailleurs par l'absence de toutes lois répressives. Dans le plus grand nombre des cantons, qu'ils soient professionnels ou catholiques, les cabarets doivent être fermés pendant l'office divin, et dans le canton de Appenzel, il est interdit aux cabarets de tenir leurs débits ouverts pendant l'office et de faire danser les samedis et les dimanches, ni pendant la quinzaine de Pâques; le jeune public fédéral est aussi pour tous les cantons un jour de treve simple ordonnance de police et ne peut pas par des dispositions législatives, être interdits les dimanches jusqu'à la fin du service divin.

En Belgique nous offre l'exemple d'une liberté absolue de tenir des débits alcooliques; l'autorisation préalable n'y est pas exigée; la patente est commune à cet industrie et à toutes les autres, et la police des cabarets n'est régie par des règlements locaux qui ont une efficacité très relative. La Hollande est dans le même cas, et l'ivresse publique n'y est poursuivie et punie d'une amende qu'en vertu de simples ordonnances de police et non pas par des dispositions législatives. En Allemagne, les débits sont astreints à l'obligation d'une autorisation qui n'a pas de durée limitée, est accordée par l'autorité administrative et ne peut être retirée que dans des cas particuliers, avec faculté pour l'intéressé de se pourvoir contre la décision qui le suspend, devant les tribunaux administratifs. En Allemagne comme en Suisse, les cabarets, les jours de fête et les dimanches jusqu'à la fin du service divin.

En Danemark l'autorisation est en faveur des autorités locales, qui ont le droit de limiter le nombre des cabarets, et la surveillance de ces établissements leur incombe; les contraventions sont punies par des amendes pécuniaires qui prohibent l'insubordination de la législation, et s'accuse par l'extension progressive de l'ivrognerie dans ce pays. Il a cependant, comme exemple de ce que peuvent des dispositions législatives bien entendues et bien appliquées au royaume de Danemark, qui a cherché un remède énergique et efficace dans une législation répressive et lui a dû d'atténuer la mesure d'une mesure déjà très sensible. La Norvège est dans le même cas.

La Russie soumet les cabarets au régime de l'autorisation, d'une patente élevée, et des règlements de police fixent les heures d'ouverture et de fermeture des débits, en prescrivant la clôture des portes à l'issue de la messe et le dimanche pendant la messe et toute la journée pendant ce qu'on appelle « la réunion du peuple ». Des ordonnances de police réglementent minutieusement la profession de cabaretier et des inspecteurs spéciaux en surveillent l'application.

Nous arrivons enfin à l'Angleterre, dont la législation sur les débits de boissons, qui est très complexe et non moins confuse qu'elle l'est en France, est une œuvre qui y a été, à pris depuis le Licensing Act de 1872 une sorte d'homogénéité relative. L'ivresse publique y est punie d'une amende de 10 shillings qui peut être doublée et même quadruplée en cas de récidive; elle peut, dans des circonstances aggravées, aller jusqu'à 50 shillings d'amende et un emprisonnement d'un mois. Les cabarets qui ont obtenu l'autorisation sont passibles d'une amende la première fois, et la seconde fois d'un emprisonnement d'un mois, avec ou sans travail forcé. La vente des spiritueux à des particuliers est formellement interdite, et les faits immoraux ou scandaleux des jeux; le fait de donner à boire à des constables de service, sont autant de cas d'amendes et de peines de prison. Celle-ci est délivrée par le juge et peut être confirmée par une commission qui assure que le local est convenable pour sa destination. A côté de la licence intégrale, il y a la licence de six jours qui enlève au cabaretier le droit d'ouvrir son débit le dimanche. Les cabarets de Londres doivent être fermés le samedi soir depuis minuit jusqu'à une heure après-midi le dimanche. Les consommateurs surpris dans les cabarets aux heures interdites sont passibles d'une amende très forte.

Il résulte donc de cet examen de la législation des débits que dans tous les pays de l'Europe, sans qu'il y ait, comme la Belgique et la Hollande, l'autorisation est imposée aux débits. Cette mesure est-elle favorable aux intérêts des populations? On n'en saurait douter. Est-elle légitime? M. Meunier l'affirme et a raison; mais les esprits sages qui ne se laissent pas de mots et qui, évitant une confusion familière aux idéologues, estiment que toute liberté n'est pas bonne et, par conséquent, respectent les droits de la morale.

Aussi presque toutes les nations, sauf la Grèce, l'Espagne, la Roumanie, la Hollande et la Belgique, ont-elles senti la nécessité de restreindre la liberté du débit en faveur de la santé publique. En France, la Grèce et l'Espagne grand inconvenant à cette liberté absolue, car ces pays ont été habités par des races qui n'ont pas subi, mais la Hollande et la Belgique ont subi singulièrement de cette assouplissement du commerce des spiritueux, et cela à leur propre dommage. M. Meunier nous nous en rend compte et il est en Belgique les tribunaux ont condamné un cabaret par deux fois, et nous en avons vu quelques centres industriels un cabaret

pour six ou sept individus; le débit de l'ivresse est au prix industriel les plus désordres graves dont la responsabilité lui est imputable. Une condamnation à plus de trois mois de prison entraîne la déchéance du débitant, et celle-ci est prononcée directement par le tribunal. Les cabarets doivent porter le soir au-dessus de leur porte une lanterne, se fermer à une heure au moins, et les agents de l'autorité ont le droit de s'y introduire à toute heure du jour ou de la nuit pour exercer leur surveillance.

En Autriche, l'autorisation est obligatoire. L'ivresse passe pour un crime, aussi bien que celle constatée dans les cabarets, et la responsabilité personnelle des débitants entre en jeu, sans qu'il soit besoin de liquors fortes à des gens déjà en état d'ébriété ou à des mineurs. Le délit d'autorisation est temporaire ou pérennel suivant la gravité du délit qui a justifié cette mesure.

En Suisse, la législation relative aux cabarets est diverse suivant les cantons, mais elle s'inspire assez généralement du même esprit. La licence n'est octroyée qu'à bon escient et sur la preuve de conditions de moralité, de possession de droit civils et politiques et sur la possession d'une fortune représentant au moins le tiers de la valeur de la patente annuelle. Le débitant doit, de plus, établir son industrie dans un local qui offre de bonnes conditions d'hygiène et de surveillance. Les cabarets de Basle, le nombre des cabarets était dix-sept suivant les besoins de la population; mais la constitution fédérale de 1876 a fait disparaître, au nom de la liberté du commerce et de l'industrie, cette restriction. Les cabarets dépendant au contraire de la santé publique et les cabarets sont rentrés depuis cette époque dans le droit commun commercial; mais les débits ont-ils pu tout à leur aise et des plaintes ont été formulées contre l'extension rapide du réseau de l'ivrognerie, favorisée d'ailleurs par l'absence de toutes lois répressives. Dans le plus grand nombre des cantons, qu'ils soient professionnels ou catholiques, les cabarets doivent être fermés pendant l'office divin, et dans le canton de Appenzel, il est interdit aux cabarets de tenir leurs débits ouverts pendant l'office et de faire danser les samedis et les dimanches, ni pendant la quinzaine de Pâques; le jeune public fédéral est aussi pour tous les cantons un jour de treve simple ordonnance de police et ne peut pas par des dispositions législatives, être interdits les dimanches jusqu'à la fin du service divin.

En Belgique nous offre l'exemple d'une liberté absolue de tenir des débits alcooliques; l'autorisation préalable n'y est pas exigée; la patente est commune à cet industrie et à toutes les autres, et la police des cabarets n'est régie par des règlements locaux qui ont une efficacité très relative. La Hollande est dans le même cas, et l'ivresse publique n'y est poursuivie et punie d'une amende qu'en vertu de simples ordonnances de police et non pas par des dispositions législatives. En Allemagne, les débits sont astreints à l'obligation d'une autorisation qui n'a pas de durée limitée, est accordée par l'autorité administrative et ne peut être retirée que dans des cas particuliers, avec faculté pour l'intéressé de se pourvoir contre la décision qui le suspend, devant les tribunaux administratifs. En Allemagne comme en Suisse, les cabarets, les jours de fête et les dimanches jusqu'à la fin du service divin.

En Danemark l'autorisation est en faveur des autorités locales, qui ont le droit de limiter le nombre des cabarets, et la surveillance de ces établissements leur incombe; les contraventions sont punies par des amendes pécuniaires qui prohibent l'insubordination de la législation, et s'accuse par l'extension progressive de l'ivrognerie dans ce pays. Il a cependant, comme exemple de ce que peuvent des dispositions législatives bien entendues et bien appliquées au royaume de Danemark, qui a cherché un remède énergique et efficace dans une législation répressive et lui a dû d'atténuer la mesure d'une mesure déjà très sensible. La Norvège est dans le même cas.

La Russie soumet les cabarets au régime de l'autorisation, d'une patente élevée, et des règlements de police fixent les heures d'ouverture et de fermeture des débits, en prescrivant la clôture des portes à l'issue de la messe et le dimanche pendant la messe et toute la journée pendant ce qu'on appelle « la réunion du peuple ». Des ordonnances de police réglementent minutieusement la profession de cabaretier et des inspecteurs spéciaux en surveillent l'application.

Nous arrivons enfin à l'Angleterre, dont la législation sur les débits de boissons, qui est très complexe et non moins confuse qu'elle l'est en France, est une œuvre qui y a été, à pris depuis le Licensing Act de 1872 une sorte d'homogénéité relative. L'ivresse publique y est punie d'une amende de 10 shillings qui peut être doublée et même quadruplée en cas de récidive; elle peut, dans des circonstances aggravées, aller jusqu'à 50 shillings d'amende et un emprisonnement d'un mois. Les cabarets qui ont obtenu l'autorisation sont passibles d'une amende la première fois, et la seconde fois d'un emprisonnement d'un mois, avec ou sans travail forcé. La vente des spiritueux à des particuliers est formellement interdite, et les faits immoraux ou scandaleux des jeux; le fait de donner à boire à des constables de service, sont autant de cas d'amendes et de peines de prison. Celle-ci est délivrée par le juge et peut être confirmée par une commission qui assure que le local est convenable pour sa destination. A côté de la licence intégrale, il y a la licence de six jours qui enlève au cabaretier le droit d'ouvrir son débit le dimanche. Les cabarets de Londres doivent être fermés le samedi soir depuis minuit jusqu'à une heure après-midi le dimanche. Les consommateurs surpris dans les cabarets aux heures interdites sont passibles d'une amende très forte.

Il résulte donc de cet examen de la législation des débits que dans tous les pays de l'Europe, sans qu'il y ait, comme la Belgique et la Hollande, l'autorisation est imposée aux débits. Cette mesure est-elle favorable aux intérêts des populations? On n'en saurait douter. Est-elle légitime? M. Meunier l'affirme et a raison; mais les esprits sages qui ne se laissent pas de mots et qui, évitant une confusion familière aux idéologues, estiment que toute liberté n'est pas bonne et, par conséquent, respectent les droits de la morale.

Aussi presque toutes les nations, sauf la Grèce, l'Espagne, la Roumanie, la Hollande et la Belgique, ont-elles senti la nécessité de restreindre la liberté du débit en faveur de la santé publique. En France, la Grèce et l'Espagne grand inconvenant à cette liberté absolue, car ces pays ont été habités par des races qui n'ont pas subi, mais la Hollande et la Belgique ont subi singulièrement de cette assouplissement du commerce des spiritueux, et cela à leur propre dommage. M. Meunier nous nous en rend compte et il est en Belgique les tribunaux ont condamné un cabaret par deux fois, et nous en avons vu quelques centres industriels un cabaret

pour six ou sept individus; le débit de l'ivresse est au prix industriel les plus désordres graves dont la responsabilité lui est imputable. Une condamnation à plus de trois mois de prison entraîne la déchéance du débitant, et celle-ci est prononcée directement par le tribunal. Les cabarets doivent porter le soir au-dessus de leur porte une lanterne, se fermer à une heure au moins, et les agents de l'autorité ont le droit de s'y introduire à toute heure du jour ou de la nuit pour exercer leur surveillance.

En Autriche, l'autorisation est obligatoire. L'ivresse passe pour un crime, aussi bien que celle constatée dans les cabarets, et la responsabilité personnelle des débitants entre en jeu, sans qu'il soit besoin de liquors fortes à des gens déjà en état d'ébriété ou à des mineurs. Le délit d'autorisation est temporaire ou pérennel suivant la gravité du délit qui a justifié cette mesure.

En Suisse, la législation relative aux cabarets est diverse suivant les cantons, mais elle s'inspire assez généralement du même esprit. La licence n'est octroyée qu'à bon escient et sur la preuve de conditions de moralité, de possession de droit civils et politiques et sur la possession d'une fortune représentant au moins le tiers de la valeur de la patente annuelle. Le débitant doit, de plus, établir son industrie dans un local qui offre de bonnes conditions d'hygiène et de surveillance. Les cabarets de Basle, le nombre des cabarets était dix-sept suivant les besoins de la population; mais la constitution fédérale de 1876 a fait disparaître, au nom de la liberté du commerce et de l'industrie, cette restriction. Les cabarets dépendant au contraire de la santé publique et les cabarets sont rentrés depuis cette époque dans le droit commun commercial; mais les débits ont-ils pu tout à leur aise et des plaintes ont été formulées contre l'extension rapide du réseau de l'ivrognerie, favorisée d'ailleurs par l'absence de toutes lois répressives. Dans le plus grand nombre des cantons, qu'ils soient professionnels ou catholiques, les cabarets doivent être fermés pendant l'office divin, et dans le canton de Appenzel, il est interdit aux cabarets de tenir leurs débits ouverts pendant l'office et de faire danser les samedis et les dimanches, ni pendant la quinzaine de Pâques; le jeune public fédéral est aussi pour tous les cantons un jour de treve simple ordonnance de police et ne peut pas par des dispositions législatives, être interdits les dimanches jusqu'à la fin du service divin.

En Belgique nous offre l'exemple d'une liberté absolue de tenir des débits alcooliques; l'autorisation préalable n'y est pas exigée; la patente est commune à cet industrie et à toutes les autres, et la police des cabarets n'est régie par des règlements locaux qui ont une efficacité très relative. La Hollande est dans le même cas, et l'ivresse publique n'y est poursuivie et punie d'une amende qu'en vertu de simples ordonnances de police et non pas par des dispositions législatives. En Allemagne, les débits sont astreints à l'obligation d'une autorisation qui n'a pas de durée limitée, est accordée par l'autorité administrative et ne peut être retirée que dans des cas particuliers, avec faculté pour l'intéressé de se pourvoir contre la décision qui le suspend, devant les tribunaux administratifs. En Allemagne comme en Suisse, les cabarets, les jours de fête et les dimanches jusqu'à la fin du service divin.

En Danemark l'autorisation est en faveur des autorités locales, qui ont le droit de limiter le nombre des cabarets, et la surveillance de ces établissements leur incombe; les contraventions sont punies par des amendes pécuniaires qui prohibent l'insubordination de la législation, et s'accuse par l'extension progressive de l'ivrognerie dans ce pays. Il a cependant, comme exemple de ce que peuvent des dispositions législatives bien entendues et bien appliquées au royaume de Danemark, qui a cherché un remède énergique et efficace dans une législation répressive et lui a dû d'atténuer la mesure d'une mesure déjà très sensible. La Norvège est dans le même cas.

La Russie soumet les cabarets au régime de l'autorisation, d'une patente élevée, et des règlements de police fixent les heures d'ouverture et de fermeture des débits, en prescrivant la clôture des portes à l'issue de la messe et le dimanche pendant la messe et toute la journée pendant ce qu'on appelle « la réunion du peuple ». Des ordonnances de police réglementent minutieusement la profession de cabaretier et des inspecteurs spéciaux en surveillent l'application.

Nous arrivons enfin à l'Angleterre, dont la législation sur les débits de boissons, qui est très complexe et non moins confuse qu'elle l'est en France, est une œuvre qui y a été, à pris depuis le Licensing Act de 1872 une sorte d'homogénéité relative. L'ivresse publique y est punie d'une amende de 10 shillings qui peut être doublée et même quadruplée en cas de récidive; elle peut, dans des circonstances aggravées, aller jusqu'à 50 shillings d'amende et un emprisonnement d'un mois. Les cabarets qui ont obtenu l'autorisation sont passibles d'une amende la première fois, et la seconde fois d'un emprisonnement d'un mois, avec ou sans travail forcé. La vente des spiritueux à des particuliers est formellement interdite, et les faits immoraux ou scandaleux des jeux; le fait de donner à boire à des constables de service, sont autant de cas d'amendes et de peines de prison. Celle-ci est délivrée par le juge et peut être confirmée par une commission qui assure que le local est convenable pour sa destination. A côté de la licence intégrale, il y a la licence de six jours qui enlève au cabaretier le droit d'ouvrir son débit le dimanche. Les cabarets de Londres doivent être fermés le samedi soir depuis minuit jusqu'à une heure après-midi le dimanche. Les consommateurs surpris dans les cabarets aux heures interdites sont passibles d'une amende très forte.

Il résulte donc de cet examen de la législation des débits que dans tous les pays de l'Europe, sans qu'il y ait, comme la Belgique et la Hollande, l'autorisation est imposée aux débits. Cette mesure est-elle favorable aux intérêts des populations? On n'en saurait douter. Est-elle légitime? M. Meunier l'affirme et a raison; mais les esprits sages qui ne se laissent pas de mots et qui, évitant une confusion familière aux idéologues, estiment que toute liberté n'est pas bonne et, par conséquent, respectent les droits de la morale.

Aussi presque toutes les nations, sauf la Grèce, l'Espagne, la Roumanie, la Hollande et la Belgique, ont-elles senti la nécessité de restreindre la liberté du débit en faveur de la santé publique. En France, la Grèce et l'Espagne grand inconvenant à cette liberté absolue, car ces pays ont été habités par des races qui n'ont pas subi, mais la Hollande et la Belgique ont subi singulièrement de cette assouplissement du commerce des spiritueux, et cela à leur propre dommage. M. Meunier nous nous en rend compte et il est en Belgique les tribunaux ont condamné un cabaret par deux fois, et nous en avons vu quelques centres industriels un cabaret

pour six ou sept individus; le débit de l'ivresse est au prix industriel les plus désordres graves dont la responsabilité lui est imputable. Une condamnation à plus de trois mois de prison entraîne la déchéance du débitant, et celle-ci est prononcée directement par le tribunal. Les cabarets doivent porter le soir au-dessus de leur porte une lanterne, se fermer à une heure au moins, et les agents de l'autorité ont le droit de s'y introduire à toute heure du jour ou de la nuit pour exercer leur surveillance.

En Autriche, l'autorisation est obligatoire. L'ivresse passe pour un crime, aussi bien que celle constatée dans les cabarets, et la responsabilité personnelle des débitants entre en jeu, sans qu'il soit besoin de liquors fortes à des gens déjà en état d'ébriété ou à des mineurs. Le délit d'autorisation est temporaire ou pérennel suivant la gravité du délit qui a justifié cette mesure.

En Suisse, la législation relative aux cabarets est diverse suivant les cantons, mais elle s'inspire assez généralement du même esprit. La licence n'est octroyée qu'à bon escient et sur la preuve de conditions de moralité, de possession de droit civils et politiques et sur la possession d'une fortune représentant au moins le tiers de la valeur de la patente annuelle. Le débitant doit, de plus, établir son industrie dans un local qui offre de bonnes conditions d'hygiène et de surveillance. Les cabarets de Basle, le nombre des cabarets était dix-sept suivant les besoins de la population; mais la constitution fédérale de 1876 a fait disparaître, au nom de la liberté du commerce et de l'industrie, cette restriction. Les cabarets dépendant au contraire de la santé publique et les cabarets sont rentrés depuis cette époque dans le droit commun commercial; mais les débits ont-ils pu tout à leur aise et des plaintes ont été formulées contre l'extension rapide du réseau de l'ivrognerie, favorisée d'ailleurs par l'absence de toutes lois répressives. Dans le plus grand nombre des cantons, qu'ils soient professionnels ou catholiques, les cabarets doivent être fermés pendant l'office divin, et dans le canton de Appenzel, il est interdit aux cabarets de tenir leurs débits ouverts pendant l'office et de faire danser les samedis et les dimanches, ni pendant la quinzaine de Pâques; le jeune public fédéral est aussi pour tous les cantons un jour de treve simple ordonnance de police et ne peut pas par des dispositions législatives, être interdits les dimanches jusqu'à la fin du service divin.

En Belgique nous offre l'exemple d'une liberté absolue de tenir des débits alcooliques; l'autorisation préalable n'y est pas exigée; la patente est commune à cet industrie et à toutes les autres, et la police des cabarets n'est régie par des règlements locaux qui ont une efficacité très relative. La Hollande est dans le même cas, et l'ivresse publique n'y est poursuivie et punie d'une amende qu'en vertu de simples ordonnances de police et non pas par des dispositions législatives. En Allemagne, les débits sont astreints à l'obligation d'une autorisation qui n'a pas de durée limitée, est accordée par l'autorité administrative et ne peut être retirée que dans des cas particuliers, avec faculté pour l'intéressé de se pourvoir contre la décision qui le suspend, devant les tribunaux administratifs. En Allemagne comme en Suisse, les cabarets, les jours de fête et les dimanches jusqu'à la fin du service divin.

En Danemark l'autorisation est en faveur des autorités locales, qui ont le droit de limiter le nombre des cabarets, et la surveillance de ces établissements leur incombe; les contraventions sont punies par des amendes pécuniaires qui prohibent l'insubordination de la législation, et s'accuse par l'extension progressive de l'ivrognerie dans ce pays. Il a cependant, comme exemple de ce que peuvent des dispositions législatives bien entendues et bien appliquées au royaume de Danemark, qui a cherché un remède énergique et efficace dans une législation répressive et lui a dû d'atténuer la mesure d'une mesure déjà très sensible. La Norvège est dans le même cas.

La Russie soumet les cabarets au régime de l'autorisation, d'une patente élevée, et des règlements de police fixent les heures d'ouverture et de fermeture des débits, en prescrivant la clôture des portes à l'issue de la messe et le dimanche pendant la messe et toute la journée pendant ce qu'on appelle « la réunion du peuple ». Des ordonnances de police réglementent minutieusement la profession de cabaretier et des inspecteurs spéciaux en surveillent l'application.

Nous arrivons enfin à l'Angleterre, dont la législation sur les débits de boissons, qui est très complexe et non moins confuse qu'elle l'est en France, est une œuvre qui y a été, à pris depuis le Licensing Act de 1872 une sorte d'homogénéité relative. L'ivresse publique y est punie d'une amende de 10 shillings qui peut être doublée et même quadruplée en cas de récidive; elle peut, dans des circonstances aggravées, aller jusqu'à 50 shillings d'amende et un emprisonnement d'un mois. Les cabarets qui ont obtenu l'autorisation sont passibles d'une amende la première fois, et la seconde fois d'un emprisonnement d'un mois, avec ou sans travail forcé. La vente des spiritueux à des particuliers est formellement interdite, et les faits immoraux ou scandaleux des jeux; le fait de donner à boire à des constables de service, sont autant de cas d'amendes et de peines de prison. Celle-ci est délivrée par le juge et peut être confirmée par une commission qui assure que le local est convenable pour sa destination. A côté de la licence intégrale, il y a la licence de six jours qui enlève au cabaretier le droit d'ouvrir son débit le dimanche. Les cabarets de Londres doivent être fermés le samedi soir depuis minuit jusqu'à une heure après-midi le dimanche. Les consommateurs surpris dans les cabarets aux heures interdites sont passibles d'une amende très forte.

Il résulte donc de cet examen de la législation des débits que dans tous les pays de l'Europe, sans qu'il y ait, comme la Belgique et la Hollande, l'autorisation est imposée aux débits. Cette mesure est-elle favorable aux intérêts des populations? On n'en saurait douter. Est-elle légitime? M. Meunier l'affirme et a raison; mais les esprits sages qui ne se laissent pas de mots et qui, évitant une confusion familière aux idéologues, estiment que toute liberté n'est pas bonne et, par conséquent, respectent les droits de la morale.

Aussi presque toutes les nations, sauf la Grèce, l'Espagne, la Roumanie, la Hollande et la Belgique, ont-elles senti la nécessité de restreindre la liberté du débit en faveur de la santé publique. En France, la Grèce et l'Espagne grand inconvenant à cette liberté absolue, car ces pays ont été habités par des races qui n'ont pas subi, mais la Hollande et la Belgique ont subi singulièrement de cette assouplissement du commerce des spiritueux, et cela à leur propre dommage. M. Meunier nous nous en rend compte et il est en Belgique les tribunaux ont condamné un cabaret par deux fois, et nous en avons vu quelques centres industriels un cabaret

pour six ou sept individus; le débit de l'ivresse est au prix industriel les plus désordres graves dont la responsabilité lui est imputable. Une condamnation à plus de trois mois de prison entraîne la déchéance du débitant, et celle-ci est prononcée directement par le tribunal. Les cabarets doivent porter le soir au-dessus de leur porte une lanterne, se fermer à une heure au moins, et les agents de l'autorité ont le droit de s'y introduire à toute heure du jour ou de la nuit pour exercer leur surveillance.

En Autriche, l'autorisation est obligatoire. L'ivresse passe pour un crime, aussi bien que celle constatée dans les cabarets, et la responsabilité personnelle des débitants entre en jeu, sans qu'il soit besoin de liquors fortes à des gens déjà en état d'ébriété ou à des mineurs. Le délit d'autorisation est temporaire ou pérennel suivant la gravité du délit qui a justifié cette mesure.

En Suisse, la législation relative aux cabarets est diverse suivant les cantons, mais elle s'inspire assez généralement du même esprit. La licence n'est octroyée qu'à bon escient et sur la preuve de conditions de moralité, de possession de droit civils et politiques et sur la possession d'une fortune représentant au moins le tiers de la valeur de la patente annuelle. Le débitant doit, de plus, établir son industrie dans un local qui offre de bonnes conditions d'hygiène et de surveillance. Les cabarets de Basle, le nombre des cabarets était dix-sept suivant les besoins de la population; mais la constitution fédérale de 1876 a fait disparaître, au nom de la liberté du commerce et de l'industrie, cette restriction. Les cabarets dépendant au contraire de la santé publique et les cabarets sont rentrés depuis cette époque dans le droit commun commercial; mais les débits ont-ils pu tout à leur aise et des plaintes ont été formulées contre l'extension rapide du réseau de l'ivrognerie, favorisée d'ailleurs par l'absence de toutes lois répressives. Dans le plus grand nombre des cantons, qu'ils soient professionnels ou catholiques, les cabarets doivent être fermés pendant l'office divin, et dans le canton de Appenzel, il est interdit aux cabarets de tenir leurs débits ouverts pendant l'office et de faire danser les samedis et les dimanches, ni pendant la quinzaine de Pâques; le jeune public fédéral est aussi pour tous les cantons un jour de treve simple ordonnance de police et ne peut pas par des dispositions législatives, être interdits les dimanches jusqu'à la fin du service divin.

En Belgique nous offre l'exemple d'une liberté absolue de tenir des débits alcooliques; l'autorisation préalable n'y est pas exigée; la patente est commune à cet industrie et à toutes les autres, et la police des cabarets n'est régie par des règlements locaux qui ont une efficacité très relative. La Hollande est dans le même cas, et l'ivresse publique n'y est poursuivie et punie d'une amende qu'en vertu de simples ordonnances de police et non pas par des dispositions législatives. En Allemagne, les débits sont astreints à l'obligation d'une autorisation qui n'a pas de durée limitée, est accordée par l'autorité administrative et ne peut être retirée que dans des cas particuliers, avec faculté pour l'intéressé de se pourvoir contre la décision qui le suspend, devant les tribunaux administratifs. En Allemagne comme en Suisse, les cabarets, les jours de fête et les dimanches jusqu'à la fin du service divin.

En Danemark l'autorisation est en faveur des autorités locales, qui ont le droit de limiter le nombre des cabarets, et la surveillance de ces établissements leur incombe; les contraventions sont punies par des amendes pécuniaires qui prohibent l'insubordination de la législation, et s'accuse par l'extension progressive de l'ivrognerie dans ce pays. Il a cependant, comme exemple de ce que peuvent des dispositions législatives bien entendues et bien appliquées au royaume de Danemark, qui a cherché un remède énergique et efficace dans une législation répressive et lui a dû d'atténuer la mesure d'une mesure déjà très sensible. La Norvège est dans le même cas.

La Russie soumet les cabarets au régime de l'autorisation, d'une patente élevée, et des règlements de police fixent les heures d'ouverture et de fermeture des débits, en prescrivant la clôture des portes à l'issue de la messe et le dimanche pendant la messe et toute la journée pendant ce qu'on appelle « la réunion du peuple ». Des ordonnances de police réglementent minutieusement la profession de cabaretier et des inspecteurs spéciaux en surveillent l'application.

Nous arrivons enfin à l'Angleterre, dont la législation sur les débits de boissons, qui est très complexe et non moins confuse qu'elle l'est en France, est une œuvre qui y a été, à pris depuis le Licensing Act de 1872 une sorte d'homogénéité relative. L'ivresse publique y est punie d'une amende de 10 shillings qui peut être doublée et même quadruplée en cas de récidive; elle peut, dans des circonstances aggravées, aller jusqu'à 50 shillings d'amende et un emprisonnement d'un mois. Les cabarets qui ont obtenu l'autorisation sont passibles d'une amende la première fois, et la seconde fois d'un emprisonnement d'un mois, avec ou sans travail forcé. La vente des spiritueux à des particuliers est formellement interdite, et les faits immoraux ou scandaleux des jeux; le fait de donner à boire à des constables de service, sont autant de cas d'amendes et de peines de prison. Celle-ci est délivrée par le juge et peut être confirmée par une commission qui assure que le local est convenable pour sa destination. A côté de la licence intégrale, il y a la licence de six jours qui enlève au cabaretier le droit d'ouvrir son débit le dimanche. Les cabarets de Londres doivent être fermés le samedi soir depuis minuit jusqu'à une heure après-midi le dimanche. Les consommateurs surpris dans les cabarets aux heures interdites sont passibles d'une amende très forte.

Il résulte donc de cet examen de la législation des débits que dans tous les pays de l'Europe, sans qu'il y ait, comme la Belgique et la Hollande, l'autorisation est imposée aux débits. Cette mesure est-elle favorable aux intérêts des populations? On n'en saurait douter. Est-elle légitime? M. Meunier l'affirme et a raison; mais les esprits sages qui ne se laissent pas de mots et qui, évitant une confusion familière aux idéologues, estiment que toute liberté n'est pas bonne et, par conséquent, respectent les droits de la morale.

Aussi presque toutes les nations, sauf la Grèce, l'Espagne, la Roumanie, la Hollande et la Belgique, ont-elles senti la nécessité de restreindre la liberté du débit en faveur de la santé publique. En France, la Grèce et l'Espagne grand inconvenant à cette liberté absolue, car ces pays ont été habités par des races qui n'ont pas subi, mais la Hollande et la Belgique ont subi singulièrement de cette assouplissement du commerce des spiritueux, et cela à leur propre dommage. M. Meunier nous nous en rend compte et il est en Belgique les tribunaux ont condamné un cabaret par deux fois, et nous en avons vu quelques centres industriels un cabaret

MARCHE DE CASSEL du 30 novembre

| | | |
|---------------------------|-------|-------|
| 1 hect. de blé vert... | 9 55 | 4 50 |
| 1 hect. de blé... | 10 25 | 5 25 |
| 1 hect. de seigle... | 11 00 | 6 00 |
| 1 hect. d'avoine... | 12 00 | 7 00 |
| 1 hect. de maïs... | 13 00 | 8 00 |
| 1 hect. de sarrasin... | 14 00 | 9 00 |
| 1 hect. de fèves... | 15 00 | 10 00 |
| 1 hect. de pois... | 16 00 | 11 00 |
| 1 hect. de lupin... | 17 00 | 12 00 |
| 1 hect. de haricot... | 18 00 | 13 00 |
| 1 hect. de lentille... | 19 00 | 14 00 |
| 1 hect. de vesce... | 20 00 | 15 00 |
| 1 hect. de trèfle... | 21 00 | 16 00 |
| 1 hect. de luzerne... | 22 00 | 17 00 |
| 1 hect. de foin... | 23 00 | 18 00 |
| 1 hect. de paille... | 24 00 | 19 00 |
| 1 hect. de bétail... | 25 00 | 20 00 |
| 1 hect. de cheval... | 26 00 | 21 00 |
| 1 hect. de mouton... | 27 00 | 22 00 |
| 1 hect. de porc... | 28 00 | 23 00 |
| 1 hect. de volaille... | 29 00 | 24 00 |
| 1 hect. de gibier... | 30 00 | 25 00 |
| 1 hect. de poisson... | 31 00 | 26 00 |
| 1 hect. de légumes... | 32 00 | 27 00 |
| 1 hect. de fruits... | 33 00 | 28 00 |
| 1 hect. de miel... | 34 00 | 29 00 |
| 1 hect. de sucre... | 35 00 | 30 00 |
| 1 hect. de café... | 36 00 | 31 00 |
| 1 hect. de thé... | 37 00 | 32 00 |
| 1 hect. de cacao... | 38 00 | 33 00 |
| 1 hect. de chocolat... | 39 00 | 34 00 |
| 1 hect. de bonbons... | 40 00 | 35 00 |
| 1 hect. de confiserie... | 41 00 | 36 00 |
| 1 hect. de pâtisserie... | 42 00 | 37 00 |
| 1 hect. de boulangerie... | 43 00 | 38 00 |
| 1 hect. de boucherie... | 44 00 | 39 00 |
| 1 hect. de charcuterie... | 45 00 | 40 00 |
| 1 hect. de fromagerie... | 46 00 | 41 00 |
| 1 hect. de brasserie... | 47 00 | 42 00 |
| 1 hect. de distillerie... | 48 00 | 43 00 |
| 1 hect. de tannerie... | 49 00 | 44 00 |
| 1 hect. de papeterie... | 50 00 | 45 00 |
| 1 hect. de textile... | 51 00 | 46 00 |
| 1 hect. de métallurgie... | 52 00 | 47 00 |
| 1 hect. de chimie... | 53 00 | 48 00 |
| 1 hect. de pharmacie... | 54 00 | 49 00 |
| 1 hect. de médecine... | 55 00 | 50 00 |
| 1 hect. de dentisterie... | 56 00 | 51 00 |
| 1 hect. de vétérinaire... | 57 00 | 52 00 |
| 1 hect. de vétérinaire... | 58 00 | 53 00 |
| 1 hect. de vétérinaire... | 59 00 | 54 00 |
| 1 hect. de vétérinaire... | 60 00 | 55 00 |

BOURSE DE PARIS

Variations des Cours du vendredi 13 novembre avec ceux du samedi 12 novembre

| VALEURS | samedi 12 nov. | vend. 13 nov. | différence |
|--------------|----------------|---------------|------------|
| A terme | 81.42 1/2 | 80.65 | 0 77 1/2 |
| 3/4 amortis | 82.15 | 83.30 | 0 85 |
| 1/2 | 115.10 | 114.22 1/2 | 0 87 1/2 |
| B. de Paris | 8 3/4 | 82.50 | 15 |
| B. d'Escomp. | 77.50 | 77.00 | 68 25 |
| B. de Lyon | 67.50 | 67.00 | 68 25 |
| C. d'Escomp. | 82.00 | 81.75 | 9 25 |
| Credit fonc. | 101.50 | 99.25 | 26 25 |
| » mobil. | 168.75 | 167.50 | 8 75 |
| Soc. Génér. | 520. | 510. | 32 75 |
| » Lyonn. | 8.50 | | |